

ÉCONOMIE & POLITIQUE

Di Rupo va réussir mais son gouvernement sera fragile

Pour Pascal Delwit (ULB), les difficultés dans les négociations socio-économiques sont normales et classiques.

500 JOURS
APRÈS LES
ÉLECTIONS

INTERVIEW
Alain Narinx

Cinq cents jours après les élections législatives du 13 juin 2010, la Belgique n'a toujours pas de gouvernement de plein exercice. Mais on y est presque... Analyse avec Pascal Delwit, politologue à l'ULB.

Elio Di Rupo peut-il encore échouer?

► La très grande probabilité est qu'il réussisse. Le plus dur a été fait avec un accord politique sur la réforme de l'État. Cela ne doit pas masquer des difficultés sur la négociation socio-économique. Mais c'est classique et inhérent aux gouvernements de coalition en Belgique. Cette fois, la situation est encore plus difficile car six partis sont autour de la table et car la configuration économique et financière en Belgique et en Europe est pour le moins fragile. Cela donne des discussions longues, complexes, parfois tendues, notamment sur le budget. Mais quoi de plus normal ? Je se-

rais vraiment surpris que cela débouche sur l'impossibilité de conclure un accord, même si on ne peut jamais totalement exclure l'irrationnel. Même ceux qui passent pour les empêcheurs de tourner en rond — les libéraux — ont tout intérêt à aboutir.

Pour quelles raisons ?

► Le MR vient de perdre le FDF. Avant de retourner aux urnes, il souhaite engranger des avancées pour démontrer que son «oui» à la réforme de l'État avait du sens. L'Open VLD a aussi besoin d'un accord car des élections maintenant resteraient axées sur le communautaire, un thème peu porteur pour lui. Pour une partie de l'opinion en Flandre, l'Open VLD comme le CD & V sont allés contre le premier parti de Flandre, la N-VA. Bart De Wever essaye d'ailleurs de distiller l'idée que la minorité impose son avis à la majorité.

La situation économique incite-t-elle à un accord?

► Dans le contexte européen, où

on craint des effets dominos multiples, l'échec dans la formation d'un nouveau gouvernement serait une indication terrible. Il aurait des répercussions très néfastes sur l'économie belge. Les négociateurs en sont conscients.

La durée des négociations socio-économiques vous paraît-elle normale?

► Le timing n'est ni lent ni rapide. Pour le budget 2012, on parle de dix milliards à trouver, ce n'est pas anodin. Il y a six partenaires autour de la table, ce qui veut dire trouver des motifs de satisfaction pour chacun d'entre eux. Ce n'est pas évident car la situation économique ne permet pas de distribuer des cadeaux. Il y a aussi des discussions avec les entités fédérées. Il me semblerait logique d'avoir un gouvernement pour la mi-novembre.

Ce futur gouvernement Di Rupo sera-t-il solide ou fragile?

► Il sera fragile par définition. Le gouvernement aura vu le jour au terme d'une crise politique d'une longueur inédite. Le premier

parti flamand est absent. Le Premier ministre est francophone. Qu'on le veuille ou non, c'est un élément de fragilité. C'est un gouvernement avec trois familles politiques. Depuis la seconde guerre mondiale, le plus long gouvernement dans une telle configuration a duré un an. La situation économique est mauvaise. Il y a un scrutin communal dans un an. Enfin, il faudra traduire en textes législatifs la réforme de l'État. Or, entre un accord politique et sa traduction en textes de loi, il y a matière à des détails, à des traductions, à des difficultés juridiques: ce sera source de tensions.

Dans l'opinion publique, la crise politique est-elle terminée avec l'accord sur la réforme de l'État ?

► Je ne crois pas. C'est peut-être le cas, stricto sensu, pour la crise née des élections anticipées de 2010. Mais pour la crise des relations communautaires en Belgique, sûrement pas. Le nouveau gouvernement connaîtra vraisemblablement un état de grâce. Mais avec la N-VA qui est la première formation politique de Flandre et avec la future traduction législative de la réforme de l'État, la dimension communautaire va se maintenir à l'agenda. Pour beaucoup de citoyens, l'idée d'une période de transition est bien présente. ■

“

«Un échec aurait des répercussions très néfastes sur l'économie belge».



© Sofie Van Hoof

Pascal Delwit pense qu'un gouvernement devrait voir le jour vers la mi-novembre.